

**Climat, justice sociale – Sortons Macron !**  
**Malgré la répression gouvernementale, 11 militants climat**  
**réquisitionnent le portrait du président Macron à *Saint-Grégoire***  
**(35) à leur tour !!**

Ce samedi 30 mars vers midi, 11 militants climat d'Action Non Violente-COP 21 se sont emparés du portrait officiel du président Macron, dans la mairie de Saint-Grégoire (35). En dépit des condamnations prononcées par les ministres Franck Riester, Bruno Le Maire et Sébastien Lecornu et une répression démesurée, les militants restent déterminés à dénoncer l'inaction d'un président Macron se contentant de beaux slogans et de grands débats face à l'urgence climatique et sociale. Brandissant des banderoles où l'on pouvait lire « *Climat, justice sociale : où est Macron ?* » ou encore « *Climat, justice sociale, sortons Macron !* », les militants répondent ainsi à l'appel lancé pour généraliser de telles actions de réquisition sur la France entière.

En réaction à la réponse du gouvernement à l'Affaire du siècle - action en justice contre l'Etat français pour inaction face au dérèglement climatique signée par plus de 2 millions de personnes - 11 militants d'Action Non Violente-COP 21 ont réquisitionné le portrait officiel du président Macron, dans la mairie de Saint-Grégoire. Jugée inacceptable par les militants d'ANV-COP21, cette réponse confirme en effet qu'il n'y aura aucun changement de cap de la part du gouvernement français en matière de lutte contre le dérèglement climatique. Il se satisfait des petits pas conduisant notre planète à devenir une étuve. 27 actions de réquisition ont été menées en tout, à Paris, à Lyon, en Alsace, au Pays-Basque, dans le Loiret, l'Ain et les Pyrénées Orientales.

*« Ce décalage permanent entre les slogans de type Make our planet great again et les actes réels ne sont plus supportables »* affirme Didier, un des activistes ayant participé à la réquisition. *« Avec une taxe carbone socialement injuste et dont la majorité des recettes n'étaient pas affectées à la transition écologique, le président Macron a détourné un outil, qui devrait être au service de la transition énergétique et de la solidarité nationale, pour payer les cadeaux fiscaux qu'il a fait à ses riches amis. Il veut aujourd'hui nous enfermer dans un énième grand débat alors que ce qu'on lui demande c'est d'agir immédiatement et massivement contre un péril décrit depuis des décennies par les scientifiques »*.

Pour les militants climat, nul besoin de nouvelles consultations ou procédures de débat pour savoir ce qu'il faut faire : réduire radicalement et tout de suite les émissions de gaz à effet de serre au lieu de les augmenter comme ce qui se passe actuellement en France, laisser les énergies fossiles dans le sol au lieu d'autoriser Total à explorer pour en trouver de nouvelles, mettre en place des politiques d'économies d'énergie et de transfert sur des mobilités douces ou ferroviaires au lieu de continuer à faire des autoroutes et à booster le transport aérien, partager les richesses et lutter contre l'obsolescence programmée au lieu de produire toujours plus, préserver les terres de leur bétonisation au lieu d'autoriser Europacity, relocaliser et réguler au lieu de ratifier le CETA.



## Une réponse gouvernementale pas à la hauteur des enjeux

Mercredi 27 février, le ministre de la Transition écologique et solidaire François de Rugy [recevait 175 signataires de la pétition l’Affaire du Siècle](#). Déçues par la réponse du gouvernement, les quatre ONG à l’origine de la pétition ont annoncé un recours devant le tribunal administratif de Paris.

Les citoyens ne se contentent plus de beaux discours, il faut des actes immédiats et concrets à la hauteur de l’enjeu. Face à l’inaction du gouvernement et face à la répression pour seule réponse, la détermination des militants ne faiblit pas. Depuis le début des actions de réquisition, le jeudi 21 février, trois militants à Lyon et Wittelsheim (Alsace) avaient été placés en garde à vue et leurs domiciles et lieux de travail perquisitionnés. Ils sont nombreux à mettre en jeu leur responsabilité pénale lors d’actions non-violentes symboliques qui appellent les dirigeants politiques à leur propre responsabilité.

*« On ne le fait pas par plaisir, mais si nous devons nous faire arrêter et juger pour que les choses changent, nous sommes prêts. », explique Didier, d’ANV-COP21. « L’urgence sociale et climatique est sous nos yeux, le vrai crime serait de se contenter de discours. Nous ne céderons pas au chantage de la répression, nous continuerons à “sortir Macron” des mairies pour lui faire voir le dérèglement climatique et l’extinction de la biodiversité en cours d’accélération, pour lui faire entendre les clameurs des gens en colère.. »*

Contact presse : *LEMAN Christophe*